AVIS DE CONSTRUCTION

Publication de projets de construction avec possibilité de compensation des charges

(art. 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire)

Veillez faire paraître l'avis de construction ci-après, dans le Journal officiel de la République et Canton du Jura

du 27 juillet 2016

n° 26

COMMUNE	Courgenay
MAITRE D'OUVRAGE	Liliane et Donald Nusbaumer, Rue du Général-Comman 36, 2950 Courgenay
AUTEUR DU PROJET	Idem
OUVRAGE	Transformation et agrandissement du bâtiment n° 36A : changement d'affectation, transformations intérieures et aménagement d'un appartement avec terrasse (non couverte), création d'un auvent au Sud-Ouest, ouverture de velux, remplacement de fenêtres, modification porte Sud existante et pose d'une PAC ext.
LOCALISATION	n° parcelle(s) 70, 4712 surface(s) 969, 720 m ²
rue, lieu-dit	Rue du Général-Comman
zone d'affectation (selon le plan de zones)	Centre CA
dimensions	longueur largeur hauteur hauteur totale existantes
- principales	8.00 m 5.15 m 3.70 m 5.00 m ☒
- agrandissement	7.00 m 5.15 m 4.80 m 6.06 m ☐
GENRE DE CONSTRUCTION	
murs extérieurs	Ossature bois isolée
façades	Panneaux type Agepan Static, crépi, teinte blanche
couverture	Tuiles Fattet Bonfol, teinte rouge brun
DEROGATION(S) REQUISE(S)	
Lieu de dépôt public des plans et délai d'opposition	Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 25.08.2016 au secrétariat communal de Courgenay où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement. Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Notion de la compensation des charges selon l'article 32 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire :

Si un propriétaire foncier tire profit d'un avantage particulier qui lui a été accordé aux dépens d'un voisin à la suite d'une dérogation, d'un plan spécial ou de toute autre mesure s'écartant des prescriptions communales sur la construction, il doit dédommager le voisin si ce dernier subit un préjudice notable.

Le 19 juillet 2016

Au nom de l'autorité communale :